



La répression du mouvement kurde continue en Europe



Belgique

Dans la nuit du 23 au 24 avril 2024, 200 policiers belges ont perquisitionné les locaux des chaînes de télévision kurdes Medya-Haber et Sterk TV, basées en Belgique. Du matériel a été saisi et parfois détruit, dans une volonté apparente d'empêcher ces deux chaînes de pouvoir émettre. Des violences policières ont été commises sur les personnes présentes.

France

Le 24 au matin, la police française a arrêté 9 Kurdes, en Île de France et dans les Bouches-du-Rhône. Quelques semaines plus tôt, la France avait également expulsé trois jeunes militants kurdes, aussitôt arrêtés à leur arrivée en Turquie.

En Turquie, une opération a également eu lieu contre la presse indépendante kurde, menant à l'arrestation de 8 journalistes ou travailleurs/euses de la presse.

Irak

Ces opérations interviennent quelques jours après le lancement d'une nouvelle opération militaire de la Turquie contre le PKK au nord de l'Irak et alors que l'état turc a multiplié les visites à l'étranger. Erdogan, affaibli lors des dernières élections municipales, s'est rendu ces derniers jours en visite officielle en Irak et dans la région kurde où il a rencontré les Barzani, qui l'assistent dans son offensive militaire contre le PKK.

Ces développements sont inquiétants et montrent un regain de la collaboration des pays européens et notamment de la France avec le régime turc dans la traque des opposant-es kurdes.

L'Union syndicale solidaire condamne avec force cette collaboration indigne et rappelle son soutien au mouvement d'autodétermination du peuple kurde. Le régime macroniste au pouvoir doit cesser sa collaboration avec le régime autoritaire turc et sa politique de répression des militant-es kurdes sur son sol.